



**PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUPERVISION DU
PERSONNEL DE L'UHTCA DE L'EPSM DU LOIRET
DESTINÉE A AMÉLIORER LA QVCT ET LA QUALITÉ DE SOINS AU
SEIN D'UNE UNITÉ D'HOSPITALISATION POUR ADOLESCENTS**

MAPA/CCAP/2025-60

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ	4
<i>Alinéa 1.1 - Objet du marché.....</i>	<i>4</i>
<i>Alinéa 1.2 - Forme du marché.....</i>	<i>4</i>
<i>Alinéa 1.2 - Décomposition du marché public.....</i>	<i>4</i>
1.1 - Estimation du marché.....	4
ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE	5
<i>Alinéa 2.1 - Autorité contractante</i>	<i>5</i>
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	5
<i>Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché</i>	<i>5</i>
<i>Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché.....</i>	<i>6</i>
3.2.1 - Clause de réexamen.....	6
3.2.2 - Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence	6
3.2.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché.....	6
ARTICLE 4 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ.....	6
<i>Alinéa 5.1 - Contenu du prix.....</i>	<i>6</i>
<i>Alinéa 5.2 - Prix initiaux</i>	<i>7</i>
<i>Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix.....</i>	<i>7</i>
5.3.1 - Actualisation des prix.....	7
5.3.2 - Modalité des prix	7
ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ	7
<i>Alinéa 6.1 - Mise en place de l'équipe chargée de la supervision.....</i>	<i>7</i>
<i>Alinéa 6.2 - Délais d'exécution</i>	<i>8</i>
<i>Alinéa 6.3 - Les exigences relatives aux prestations</i>	<i>8</i>
<i>Alinéa 6.4 - Emission et exécution des bons de commande</i>	<i>8</i>
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
<i>Alinéa 7.1 - Obligations de confidentialité</i>	<i>9</i>
<i>Alinéa 7.2 - Obligation de conseil.....</i>	<i>9</i>

<i>Alinéa 7.3 - Obligation d'information</i>	<i>9</i>
<i>Alinéa 7.4 - Sous-traitance.....</i>	<i>10</i>
<i>Alinéa 7.5 - Respect du règlement intérieur sur le site</i>	<i>10</i>
<i>Alinéa 7.6 - Obligations de résultats.....</i>	<i>10</i>
<i>Alinéa 7.7 - Obligation de moyens.....</i>	<i>10</i>
<i>Alinéa 7.8 - Assurances.....</i>	<i>10</i>
<i>Alinéa 7.9 - Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales.....</i>	<i>10</i>
ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
<i>Alinéa 8.1 - Opérations de vérification.....</i>	<i>11</i>
<i>Alinéa 8.2 - Décision après vérification</i>	<i>11</i>
ARTICLE 9 - PENALITES	11
<i>Alinéa 9.1 - Pénalités en cas de retard du formateur aux sessions de supervision</i>	<i>11</i>
<i>Alinéa 9.2 - Pénalités en cas de retard pour non-production des documents pédagogiques</i>	<i>11</i>
<i>Alinéa 9.3 - Pénalités en cas d'absence du formateur sur une journée planifiée</i>	<i>12</i>
<i>Alinéa 9.4 - Pénalités en cas d'annulation d'une session par le formateur</i>	<i>12</i>
ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE.....	12
ARTICLE 11 - MODALITE DE REGLEMENT DU MARCHE	12
<i>Alinéa 11.1 - Modalité de paiement</i>	<i>12</i>
<i>11.1.1 - Etablissement des factures.....</i>	<i>12</i>
<i>11.1.2 - Délai de paiement</i>	<i>13</i>
<i>11.1.3 - Intérêts moratoires.....</i>	<i>13</i>
<i>Alinéa 11.2 - Nantissement.....</i>	<i>13</i>
<i>Alinéa 11.3 - Avance</i>	<i>13</i>
<i>Alinéa 11.4 - Retenue de garantie.....</i>	<i>14</i>
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	14
ARTICLE 13 - DIFFERENDS ET LITIGES	14
ARTICLE 14 - DEROGATION AU CCAG/PI	14

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHE

Alinéa 1.1 - Objet du marché

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles (PI).

Il a pour objet *la mise en œuvre de prestation d'accompagnement du personnel de l'Etablissement Public de Santé Mentale Georges Daumézon pour améliorer la QVCT et la qualité des soins au sein d'une unité d'hospitalisation pour adolescents à Fleury-les-Aubrais.*

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) détaille le contenu et les modalités d'exécution des prestations.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de fixer les dispositions administratives applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 s'appliquent au présent marché, sauf dispositions contraires expressément indiquées dans le CCAP et le CCTP.

Alinéa 1.2 - Forme du marché

La procédure est organisée selon une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande conclu en mono titularisation en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Alinéa 1.2 – Décomposition du marché public

Le marché n'est pas alloti et il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le marché concerne une prestation d'accompagnement du personnel de l'EPSM dont l'objectif est d'améliorer la QVCT et la qualité des soins au sein d'une hospitalisation pour adolescents.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire.

Ce marché est exécutable par l'émission de bon de commande conformément au planning détaillé remis par le Titulaire dans son offre.

1.1 – Estimation du marché

Le marché est conclu sans montant minimum.

Le montant maximum du marché est de 55 000 € HT.

ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE

Alinéa 2.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans

14 avenue de l'hôpital
CS 86709 45067
Orléans cedex 2

Ci-après dénommé : « CHU »

Pour les besoins de l'établissement suivant :

Etablissement Public de Santé Mentale Georges DAUMEZON

1 route de Chanteau - BP 62016
45402 Fleury les Aubrais

Ci-après dénommé : « l'EPSM »

Alinéa 2.2 - Titulaire du marché

Le Titulaire du marché est le fournisseur qui conclut le marché avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Ci-après dénommé : « le Titulaire »

Alinéa 2.3 - Comptable assignataire

Comptable de la Trésorerie Hospitalière Départementale de l'EPSM G. DAUMEZON
9 avenue du Président John Kennedy
Cs 30043
45077 ORLEANS CEDEX 2
02.38.24.62.00

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) souscrit par le Titulaire ;
- Le devis détaillé du prestataire, indiquant la décomposition du prix forfaitaire ;
- Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont l'exemplaire est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/PI) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1er avril 2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;

- Le mémoire technique du Titulaire intégrant le CV des intervenants, le planning des prestations ;

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents de celui-ci (comme notamment ses conditions générales de ventes) et qui sont contradictoires avec les documents contractuels (notamment le CCAP, CCTP, le BPU et CCAG/PI) ne s'appliqueront pas au présent marché. Ces mentions sont réputées non écrites.

Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

3.2.1 – Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de Commande Publique. Le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ou des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires.

3.2.2 – Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

3.2.3 – Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par le qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter de la notification au Titulaire pour une durée de deux (2) maximum.

La notification consiste en une remise au Titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général du CHU. Cette transmission est effectuée via le profil acheteur de l'EPSM. Le Titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du marché et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur dans les plus brefs délais

La durée totale du marché ne peut excéder deux (2) ans.

La date de début d'exécution des prestations est fixée au cours du premier trimestre de l'année 2026.

Le Titulaire devra fournir un planning détaillé d'exécution de la prestation sans que celui-ci soit supérieur à deux (2) ans à compter de la notification du marché.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ

Alinéa 5.1 - Contenu du prix

Les prix indiqués dans le devis du prestataire comprennent :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation hors TVA ;
- toutes les dépenses liées à la prestation et notamment l'ingénierie d'accompagnement et de supervision, l'animation de sessions, la réalisation et la mise à disposition des supports, la participation aux réunions de cadrage : l'ensemble des frais de déplacement, de transport, d'hébergement et de restauration et tous les frais généraux de sorte qu'aucun supplément de quelque sorte que ce soit puisse s'y ajouter ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations telles que les photocopies et documents, la main d'œuvre affectée.

La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) est celle en vigueur au jour de l'exécution des prestations.

Alinéa 5.2 - Prix initiaux

Le marché est conclu à prix forfaitaire dont le détail figure dans le devis du prestataire annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes et non révisables pendant toute la durée du marché.

Aucun supplément de prix ou indemnité supplémentaire ne pourra être sollicité par le Titulaire.

Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix

5.3.1 – Actualisation des prix

Les prix du présent marché sont fermes et actualisables.

Ils sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de dépôt de l'offre. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application du tarif du candidat.

Le Titulaire adressera un nouveau bordereau de prix unitaires à l'EPSM par écrit (Lettre Recommandée avec Accusé de Réception).

5.3.2 – Modalité des prix

Les prix du marché sont fermes et non révisables pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

Alinéa 6.1 - Mise en place de l'équipe chargée de la supervision

Le Titulaire doit fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation en garantissant la composition et le niveau de compétences de l'équipe chargée des différentes prestations de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des salariés dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans son offre.

Les intervenants identifiés pour exécuter la prestation doivent être en mesure de répondre parfaitement aux critères de méthode et d'expérience attendus dans le cadre du présent marché.

Alinéa 6.2 - Délais d'exécution

Le point de départ du délai d'exécution d'une prestation débutera à compter de la date d'émission du bon de commande notifié au Titulaire.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel tel que précisé dans son planning, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues à l'article 15 du CCAG-PI.

Alinéa 6.3 - Les exigences relatives aux prestations

Le Titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Alinéa 6.4 - Emission et exécution des bons de commande

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande émis par l'EPSM et signé par un représentant habilité.

L'appréciation de l'opportunité d'un bon de commande relève uniquement de l'acheteur. Ainsi, aucune rémunération ne sera due si le Titulaire anticipe l'émission d'un bon de commande du fait d'informations dont il aura bénéficié de quelque manière que ce soit ou dépasse le cadre de mission fixé par le bon de commande.

Les bons de commande sont émis par courriel. Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du marché,
- la désignation des prestations
- la quantité commandée
- le prix d'engagement correspondant au prix marché,
- le lieu et la date (ou délai) d'exécution de la prestation,
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard quatre (4) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la réception des prestations.

Toute prestation honorée en dehors d'un bon de commande demeure à la charge personnelle du Titulaire, sans recours possible contre l'EPSM.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Alinéa 7.1 - Obligations de confidentialité

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur le site de l'EPSM est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

De plus, le Titulaire ainsi que son personnel sont tenus par une obligation de secret professionnel absolu. En conséquence, aucune information de toute nature (techniques, financières, administratives, relatives à l'organisation et au personnel de l'EPSM) qui leur aurait été communiquée par l'EPSM ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, ne doit être divulguée de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire et engagerait sa responsabilité.

Alinéa 7.2 - Obligation de conseil

Le Titulaire du marché apportera tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Le Titulaire est tenu par une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation à l'égard de l'EPSM dans le domaine faisant l'objet du marché.

A ce titre, le prestataire doit fournir spontanément à l'EPSM l'ensemble des conseils, des mises en garde et recommandations nécessaires, notamment en termes de qualité de service, de continuité d'exploitation. Le Titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements au titre de ses prestations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles

Alinéa 7.3 - Obligation d'information

Le Titulaire est tenu de signaler à l'EPSM tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'EPSM s'engage à collaborer avec le Titulaire tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Toute modification apportée dans la forme juridique du Titulaire devra être notifiée à l'EPSM par lettre recommandée avec accusé de réception. L'information devra être accompagnée des documents justifiant les modifications intervenues, et leurs éventuelles conséquences pour le pouvoir adjudicateur, notamment sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire doit informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification liée à son personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre, à sa raison sociale ou à sa dénomination, ses coordonnées, au montant de son capital social. De manière générale, le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'EPSM les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'EPSM ne saurait être tenu responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Alinéa 7.4 - Sous-traitance

En aucun cas le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Alinéa 7.5 - Respect du règlement intérieur sur le site

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur de l'EPSM Georges Daumezon. Ce règlement sera fourni sur demande du Titulaire.

Il devra veiller à la sécurité des patients et des professionnels notamment les équipements utilisés ne doivent pas être laissés sans surveillance.

Alinéa 7.6 – Obligations de résultats

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pendant la durée d'exécution du présent marché, notamment au titre du respect de la qualité et des délais d'exécution des prestations.

Alinéa 7.7 - Obligation de moyens

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations dans le cadre du présent accord-cadre. Il est soumis à une obligation de moyens. Le Titulaire s'engage à apporter tout le soin raisonnablement possible à l'exécution des prestations.

Alinéa 7.8 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants, du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'EPSM en cas d'inexécution.

Le Titulaire est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents hospitaliers ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'EPSM ou à des tiers.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'EPSM de toute modification de son contrat d'assurance.

Alinéa 7.9 - Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et

fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D8222-5, D8222-7 et D8222-8 du code du travail, ainsi que celle définie par l'article D8254-2 ou D8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat. Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5000€, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est à dire que le Titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Alinéa 8.1 - Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

Les vérifications seront destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les vérifications seront effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Alinéa 8.2 – Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

ARTICLE 9 - PENALITES

Les pénalités sont cumulables entre elles.

Par dérogation aux articles 14.1.2 du CCAG PI, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG PI, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 € pour l'ensemble du marché. Les pénalités sont dues dès le premier euro.

Alinéa 9.1 – Pénalités en cas de retard du formateur aux sessions de supervision

Le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas de non-respect de l'heure de début de l'intervention (hors cas de force majeur & grèves des transports) du formateur aux sessions de supervision sur lequel le Titulaire s'est engagé.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le montant forfaitaire de la pénalité s'élève à 100€ TTC par tranche de 30 minutes de retard.

Ces pénalités seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

Alinéa 9.2 – Pénalités en cas de retard pour non-production des documents pédagogiques

Le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas de non-production des documents pédagogiques dans le délai sur lequel le Titulaire s'est engagé dans son offre. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le montant forfaitaire de la pénalité s'élève à 200€ TTC par jour de retard.

Ces pénalités seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

Alinéa 9.3 – Pénalités en cas d'absence du formateur sur une journée planifiée

Le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas d'absence du formateur sur une journée planifiée.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le montant forfaitaire de la pénalité s'élève à 1000€ TTC.

Ces pénalités seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

Alinéa 9.4 – Pénalités en cas d'annulation d'une session par le formateur

Le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas d'annulation d'une session par le formateur dans les huit (8) jours ouvrés qui la précède.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le montant forfaitaire de la pénalité s'élève à 500€ TTC.

Ces pénalités seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE

En cas de cumul des pénalités telles que prévues à l'article 9 d'un montant supérieur à 2000 € TTC, l'EPSM se réserve la possibilité de résilier l'accord cadre à tout moment sans indemnité ni préavis.

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 11 – MODALITE DE REGLEMENT DU MARCHE

Alinéa 11.1 - Modalité de paiement

11.1.1 – Etablissement des factures

Conformément à la réglementation, le Titulaire fait parvenir les factures afférentes au présent marché obligatoirement par voie électronique selon les modalités décrites ci-dessous :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y

conformer.

Pour ce faire, les demandes de paiement dématérialisées devront comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 264 500 042 00017
- Code service : ECO_structures
- Numéro d'engagement juridique : numéro du bon de commande qui sera adressé au Titulaire

11.1.2 - Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif suivi d'un virement, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse postale ou celle de son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'EPSM ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

11.1.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 11.2 - Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code de la Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'EPSM. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivré. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

Alinéa 11.3 - Avance

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG.PI, il n'est pas versé d'avance dans le cadre de ce marché.

Alinéa 11.4 - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 13 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie 45057 ORLEANS Cedex

Téléphone : 02.38.77.59.00

Télécopie : 02.38.53.85.16

Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 14 - DEROGATION AU CCAG/PI

Les dérogations au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1er avril 2021) sont récapitulées dans le tableau ci-après :

CCAP	CCAG/PI
Alinéa 3.1 - pièces constitutives du marché	Article 4.1
Article 9 - pénalités	Articles 14, 14.1.2, et 14.1.3
Alinéa 11.3 - avance	Article 11.1